

ORDONNANCE SUR L'ORGANISATION DE LA POLICE MUNICIPALE DE DELEMONT

du 25 février 1992

Le Conseil communal,

- vu l'art. 32 ch. 5 du règlement d'organisation de la Commune municipale de Delémont du 1^{er} juin 1988,
- vu le règlement de service pour le personnel communal du 1^{er} janvier 1992,
- vu le règlement général de la police municipale du 1^{er} janvier 1992,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Généralités et organisation

Mission

Article premier

- ¹ La police municipale a pour mission de veiller à la protection des personnes et des biens, à la sécurité publique, au maintien de l'ordre, à l'exécution des lois et des règlements, à l'application des règlements communaux et des décisions des autorités.
- ² Son rôle est à la fois préventif, éducatif et répressif.

Subordination

Art. 2

- ¹ La police municipale est placée sous la surveillance du Conseil communal.
- ² Les membres de la police municipale agissent sous le contrôle et l'autorité du maire.

- ³ Le corps de police est placé sous le commandement et la responsabilité du commissaire.
- ⁴ Les fonctionnaires et personnes désignés à l'art. 3 lettre b agissent sous la responsabilité du maire.

Composition**Art. 3**

La police municipale comprend :

- a) le corps de police avec :
- le commissaire de police, chef du corps de police;
 - le sergent, fonctionnant comme adjoint;
 - les sous-officiers;
 - les appointés;
 - les agents;
 - les aspirants;
 - les auxiliaires de police;
 - les fonctionnaires qui lui sont attachés.
- b) les fonctionnaires et personnes auxquels le Conseil communal a confié des tâches de police (inspecteur des denrées alimentaires, du contrôle des prix, inspecteur des viandes, membres de la commission sanitaire, gardien du cimetière, surveillant du poids-public, etc.)

CHAPITRE 2 : Recrutement - nominations - promotions**Conditions
d'engagement****Art. 4**

Pour être admis dans le corps de police, le candidat ou candidate doit remplir les dispositions inscrites dans le règlement de service et les conditions suivantes :

- a) avoir une constitution saine et robuste;
- b) justifier d'une bonne conduite;
- c) posséder un certificat fédéral de capacité ou une formation jugée équivalente;
- d) avoir des connaissances d'une deuxième langue nationale;

- e) être âgé de moins de 35 ans;
- f) posséder le permis de conduire pour véhicules automobiles jusqu'à 3500 kg;
- g) avoir suivi ou suivre un cours de l'école suisse de police avec succès ou avoir une formation jugée équivalente.

Nomination**Art. 5**

- ¹ La nomination des membres du corps de police relève de la compétence du Conseil communal.
- ² Elle a lieu à titre provisoire durant six mois, au cours desquels l'intéressé reçoit, cas échéant, une formation et prouve qu'il est apte à exercer la fonction.

Promesse**Art. 6**

Les membres du corps de police font la promesse solennelle.

Promotion**Art. 7**

- ¹ Le Conseil communal procède, sur préavis du commissaire, à la promotion des membres du corps de police en tenant compte des éléments suivants :
 - la qualité de travail;
 - l'accroissement des responsabilités;
 - les efforts de perfectionnement.
- ² La distinction d'appointé est accordée sur proposition du commissaire.
- ³ La promotion au grade de caporal est accordée à la suite d'une mise au concours interne.
- ⁴ Les postes de commissaire et d'adjoint font obligatoirement l'objet d'une mise au concours publique.

CHAPITRE 3 : Droits des membres du corps de police

Indemnités

Art. 8

Une indemnité, déterminée par le Conseil communal, est allouée pour les inconvénients de fonction, ainsi que pour l'emploi de véhicules privés.

Habillement, équipement

Art. 9

¹ Les frais d'habillement (acquisition et nettoyage), d'équipement et d'armement du corps de police sont pris en charge par la Commune; les pièces, remises en prêt, sont renouvelées selon les besoins; chacun en est personnellement responsable.

² En cas de négligence, le remplacement des objets manquants ou détériorés est mis à la charge du détenteur.

Propriété

Art. 10

La Commune reste propriétaire de l'équipement et de l'armement. En cas de décès, de mise à la retraite ou de résiliation des rapports de service, le commissaire désigne les pièces de l'équipement à rendre.

Détenteurs de chiens de police

Art. 11

Les détenteurs de chiens de police dressés reçoivent une indemnité annuelle de pension déterminée par le Conseil communal.

Téléphone

Art. 12

Les fonctionnaires en uniforme ont droit au remboursement des frais d'installation et d'abonnement au téléphone.

Décès en service

Art. 13

commandé

- ¹ Les obsèques d'un membre du corps de police, décédé en service commandé, sont à la charge de la Commune.
- ² D'entente avec la famille, le Conseil communal ordonne la cérémonie de circonstance.

CHAPITRE 4 : Obligations des membres du corps de police**Devoirs de service Art. 14**

- ¹ Les membres de la police municipale doivent, en toute circonstance, assurer au mieux l'exécution de leur mission définie à l'article premier du présent règlement.
- ² Ils se comportent avec tact et courtoisie.
- ³ Leur tenue doit être soignée.
- ⁴ En service, il est interdit de consommer des boissons alcoolisées.
- ⁵ En dehors du service, la fréquentation, en uniforme, des débits de boisson n'est pas admise.
- ⁶ Les membres du corps de police en uniforme s'abstiennent de fumer à l'extérieur du poste.

Secret professionnel**Art. 15**

Les membres de la police municipale sont tenus au secret professionnel. Il leur est interdit de divulguer tout fait et information en relation avec leur fonction. Cette obligation subsiste après la cessation des rapports de service.

Respect des ordres**Art. 16**

- ¹ Les prescriptions de service doivent être observées strictement et les ordres exécutés sans discussion.
- ² Si le subordonné estime qu'un ordre est inexécutable ou contraire à la bonne marche du service, il peut en référer au supérieur immédiat.

Port de l'uniforme de service Art. 17

Les membres du corps de police n'ont pas le droit de porter une pièce d'uniforme plus d'une heure avant ou après le service commandé.

Continuité du service Art. 18

- ¹ Les membres du corps de police ne peuvent quitter leur service que s'ils sont dégagés de leurs obligations immédiates; le traitement d'affaires urgentes doit être poursuivi jusqu'au moment où le succès ne peut plus être compromis.
- ² Avant de quitter leur travail, les membres du corps de police doivent établir leur rapport de service et attirer l'attention de leurs remplaçants sur tout ce qui peut les intéresser.

Services extraordinaires Art. 19

- ¹ Lors de sinistres, incendies, inondations, troubles, etc. tout membre du corps de police, momentanément hors de service ou en congé, doit, sur ordre, rallier sans délai son lieu de travail ou le lieu de sinistre.

Liaison radio Art. 20

Pendant les heures de service, les membres du corps de police doivent rester en liaison radio, afin d'être immédiatement atteignables en cas de besoin.

Droits du titre Art. 21

Il est interdit de se servir de son titre dans un différend d'ordre privé ou pour obtenir des avantages.

Restitution Art. 22

Tout membre du corps de police qui démissionne ou qui est licencié par sa faute, avant d'avoir accompli 5 ans de service, est redevable à la Commune du montant du salaire qui lui a été servi pendant sa période d'instruction théorique, sous déduction du 1/5 par année effective de service. Il restituera à la Commune tous les effets qui lui ont été confiés.

CHAPITRE 5 : Sanctions disciplinaires - droit de plainte - déposition en justice

Sanctions disciplinaires

Art. 23

Les violations des devoirs de service et de fonction sont réprimées selon le règlement de service pour le personnel communal.

Droit de plainte

Art. 24

Le droit de plainte est reconnu à tout membre du corps de police, selon le règlement de service pour le personnel communal.

Déposition en justice

Art. 25

Le règlement de service pour le personnel communal règle les conditions de déposer en justice comme partie témoin ou expert.

CHAPITRE 6 : Intervention

Obligation d'intervenir, rapports

Art. 26

- ¹ Chaque fois qu'ils constatent un cas d'infraction aux lois et règlements, les membres du corps de police ont l'obligation d'intervenir et d'établir un rapport.
- ² Les rapports doivent être expression de la vérité et renfermer tous les éléments nécessaires à l'appréciation du cas.

Contrôle des personnes

Art. 27

- ¹ Toute personne à contrôler ou à appréhender sera amenée au poste de police. Sur requête d'un membre du corps de police, la personne intéressée est tenue de remettre entre les mains de la police tout objet qu'elle porte sur elle. Au besoin, il peut être procédé à la fouille.
- ² Pour ce qui est des personnes de sexe féminin et d'enfants, l'intervention d'une personne habilitée est requise.

Arrestation**Art. 28**

- ¹ Les membres du corps de police peuvent appréhender les individus qui menacent ou troublent la sécurité ou l'ordre public.
- ² Les personnes appréhendées seront placées au local d'arrêt et relâchées dans les 24 heures ou mises à disposition du juge d'instruction ou du maire.
- ³ Les dispositions du code de procédure pénale et du décret sur la police locale demeurent réservées.

Contrôle d'identité Art. 29

- ¹ Les membres du corps de police ont le droit d'exiger que toute personne qu'ils interpellent, dans l'intérêt de leur service, établisse la preuve de son identité.
- ² En civil, ils doivent préalablement faire connaître leurs qualités en présentant, au besoin, une pièce de légitimation.
- ³ Si la personne interpellée ne peut se légitimer, elle peut être mise dans le local d'arrêt, jusqu'à ce que son identité soit clairement définie. Si le délai devait dépasser 24 heures, le juge d'instruction et le maire en seront informés.

**Usage des armes
à feu****Art. 30**

- ¹ Les membres du corps de police sont en principe armés.
- ² Un recours aux armes, proportionné aux circonstances, est autorisé comme ultime moyen de contrainte lorsque :
 - a) la police est attaquée ou menacée d'une attaque imminente;
 - b) un tiers est attaqué ou menacé d'une attaque imminente;

- c) pour permettre à la police de s'acquitter de sa mission, notamment :
- lorsqu'une personne ayant commis ou étant fortement soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit grave, ou de faire courir à autrui un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, tente de se soustraire à une arrestation ou une détention en cours d'exécution;
 - pour libérer un otage;
 - pour empêcher une attaque criminelle grave et imminente à des installations servant à la collectivité dont la destruction causerait un important préjudice.
- d) l'usage d'une arme à feu est précédé d'une sommation si la mission et les circonstances le permettent;
- e) si la sommation risque de ne pas être perçue, au vu des circonstances, un coup de semonce peut être tiré;
- f) les membres du corps de police sont tenus de porter secours au blessé;
- g) le fonctionnaire de police qui a fait usage de son arme en avise immédiatement ses supérieurs.

Recours à la force Art. 31

Il est interdit aux membres du corps de police de faire subir à quiconque un outrage ou de mauvais traitements. Ils ne peuvent utiliser la force que lorsqu'une personne appréhendée ou arrêtée résiste.

CHAPITRE 7 : Formation et perfectionnement

Formation, perfectionnement

Art. 32

- ¹ Les membres du Service de police peuvent être appelés, en tout temps, à suivre des cours de perfectionnement dans l'intérêt du service.
- ² Ils doivent parfaire leurs connaissances notamment, par l'étude des lois, règlements, directives et la lecture d'ouvrages techniques mis à leur disposition.

**Entraînement
physique et au tir****Art. 33**

- ¹ Le commissaire organise de manière régulière les entraînements physiques. Les dispenses ne sont accordées que sur présentation d'un certificat médical. Les membres du corps de police âgés de 55 ans ne sont plus soumis à cet entraînement.
- ² Les entraînements au tir sont obligatoires pour tous. Ils ont lieu au minimum deux fois par année.

CHAPITRE 8 : Vacances et jours de repos**Durée des
vacances****Art. 34**

La durée des vacances est fixée par le règlement de service du personnel communal.

**Tableau des
vacances****Art. 35**

Le tableau des vacances annuelles est établi au plus tard pour le 31 janvier de l'année en cours. Il est élaboré sous la responsabilité du commissaire.

Remplacement**Art. 36**

Le commissaire et le sergent ne peuvent prendre de vacances simultanément.

Rotation**Art. 37**

Les vacances sont fixées par rotation, de façon à en assurer une répartition équitable. Les désirs des membres du corps de police sont pris en considération, dans la mesure du possible, en tenant compte, notamment, de la situation familiale de chacun.

Permutation**Art. 38**

Le commissaire est compétent pour examiner toute demande de permutation de vacances. Une modification, même partielle, du tableau des vacances ne saurait entraîner celle de l'ordre introduit primitivement dans la fixation des périodes. Toutefois, l'échange est possible entre les membres du corps de police.

Repos hebdomadaire

Art. 39

Le repos hebdomadaire est garanti dans la mesure du possible.

CHAPITRE 9 : Dispositions finales

Dispositions complémentaires

Art. 40

Le présent règlement peut être complété dans son application par :

1. Les décisions particulières du Conseil communal.
2. Les ordres de service de l'autorité de police locale.
3. Les instructions du commissaire.

Modifications, préavis

Art. 41

Le Conseil communal procède aux modifications de la présente ordonnance après consultation de la Commission de police et de la Commission du personnel.

Réserve

Art. 42

Tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent règlement est régi par les dispositions du règlement de service du personnel communal.

Entrée en vigueur **Art. 43**

L'ordonnance entre en vigueur dès son approbation par le Conseil communal.

Abrogation

Art. 44

Le règlement d'organisation de la police municipale de Delémont du 23 juin 1953 est abrogé, de même que toutes les dispositions antérieures et contraires au présent règlement.

Ainsi adopté par le Conseil communal le 25 février 1992.

Au nom du Conseil communal

Le président :

Le secrétaire communal :

Jacques Stadelmann

Francis Boegli

Delémont, le 16 mars 1992